

Soyons aux côtés des lycéennes et des lycéens, en grève et dans la rue !

Plus de 5 000 arrestations en moins d'une semaine, un lycéen éborgné par un tir de LBD à Tours, la mâchoire d'un autre défoncée par un tir de grenade à bout portant à Saint-Ouen-l'Aumône, des milliers d'autres tabassés, gazés, poursuivis par des policiers à cheval ou à moto, des interdictions de manifestations en pagaille, la fermeture de centaines de lycées... Pourtant, le mouvement lycéen est en train de grossir partout. Une nouvelle journée de mobilisation nationale a lieu ce mardi 6 octobre.

15 ans, 18 ans

et aucun avenir dans cette société-là !

Être lycéen, lycéenne aujourd'hui, ce n'est pas le bel âge. Pour l'immense majorité des jeunes, ceux des milieux ouvriers, populaires, il faut savoir se tasser dans des classes bondées à plus de 30, dans des locaux vétustes, surchauffés au gré des épisodes caniculaires ou inondés lorsqu'il pleut. Il faut espérer qu'un prof soit nommé avant l'épreuve du bac, qu'une infirmière ou une psychologue puisse vous recevoir autrement qu'entre deux portes. Une fois le bac en poche, c'est le tri social aggravé avec Parcoursup, machine à broyer les espoirs à coups d'algorithmes, qui fabrique les recalés, les « sans-facs », les « tu feras ça même si ça ne te plaît pas », car ce que pense, imagine, rêve l'immense majorité de cette jeunesse, les gouvernements et les patrons n'en ont rien à faire. Ce mouvement, c'est aussi celui d'une génération qui ne veut pas marcher au rythme des marchands de canons, subir mépris social et racisme d'État, qui ne veut pas voir le RN arriver au pouvoir et qui se sent solidaire du peuple palestinien.

« C'est qui les casseurs ? »

Le pouvoir en place et les médias aux mains des milliardaires les présentent comme des « sauvages, des voyous, des terroristes ». Cette hargne sociale est à la hauteur de la peur que ce mouvement plein de force, de vie et d'espoirs vienne rencontrer la colère de l'ensemble du monde du travail et des couches populaires dont les conditions de travail se dégradent et dont les poches sont vidées par l'envolée des prix. Le prochain budget du Premier ministre Lecornu est clair : encore moins d'APL, retraites désindexées de l'inflation, flicage accru des arrêts maladie, gel du

point d'indice des fonctionnaires. Ceux qui cassent les services publics, la Sécu, les retraites, ils sont au gouvernement ! Ce sont eux les casseurs. Ce sont eux qui éborgnent nos gosses, qui leur fracassent la mâchoire, qui les placent en garde à vue. Ils sont les porte-flingues des Bernard Arnault, des Bolloré, des Pouyanné et tant d'autres...

Les lycéennes et les lycéens ont ouvert la voie

Ça fait des années qu'on attend l'occasion de ne plus les laisser régenter nos vies, s'enrichir sur notre travail et laisser une terre brûlée aux générations futures. L'élection présidentielle 2027 n'y changera rien : aucune chance que le gouvernement qui en sortira ne représente notre camp social.

Alors, sans attendre, il faut qu'on soit dans la rue aux côtés des jeunes mobilisés. Mardi 6 octobre, l'intersyndicale de l'éducation appelle à la grève, certaines fédérations de travailleurs du public et de la santé, des sections syndicales du privé aussi. Envoyons un message clair au gouvernement : nous mettons les lycéennes et les lycéens, les étudiantes et les étudiants sous la protection du monde du travail. Il faut que la police dégage des parvis des lycées, que la justice relaxe tous les jeunes poursuivis. Et, puisque leurs revendications rejoignent les nôtres, pour plus de justice sociale et de dignité, embrayons vers un mouvement d'ensemble.

Les jeunes l'ont dit : ils ne s'arrêteront pas d'ici les vacances. Le pouvoir peut fermer les facs et les lycées, ils seront là. D'ailleurs, le premier samedi des vacances, c'est... le 17 octobre, l'appel à manifester contre la flambée des prix ! Cela serait une sacrée belle façon de les commencer en envahissant les rues du pays à leurs côtés !

Pas sûr qu'il y ait des candidatures

Après le cadre supérieur, l'hôpital cherche un cadre pour la MAS. Au vu des conditions de travail des agents et des tensions que cela entraîne, pas sûr que pour gérer ce cirque il y ait beaucoup de candidats. Il n'y a pas un jour où l'hôpital ne cherche pas des agents pour remplacer le personnel. On se demande bien qui rêverait d'y travailler.

Il y a du ménage à faire dans les hôpitaux

Nous avons commencé la formation pour Hôpital Manager. Ce logiciel est peut-être adapté au CHU mais certainement pas à la psychiatrie. Sans compter que pour passer de l'ancien au nouveau, nous allons perdre beaucoup d'informations sur l'histoire des personnes que nous accompagnons, histoires pourtant essentielles. Ce logiciel va couter des centaines de milliers d'euros et accaparer le temps des agents alors qu'il faudrait embaucher du personnel. La gestion des hôpitaux montre à quel point les directions n'ont aucune réalité du terrain et s'en fichent éperdument.

Humour d'informaticien

Ceux qui ont créé ce logiciel ont un humour plutôt décalé. Pour les surveillances des personnes suicidaires ils avaient mis en icône une corde et pour ceux en isolement des menottes. Une vue de la psychiatrie assez étriquée...

Un nouvel enfermement

Alors que, dans les pavillons d'admissions, les équipes travaillent pour éviter au maximum les contentions et les isolements, les patients des unités au long cours, eux, ne peuvent plus sortir de leur pavillon. En effet, étant donné le manque de personnel, il n'y a plus personne pour permettre les sorties, les séjours... Dans un cas comme dans l'autre, c'est le personnel en nombre suffisant qui permet, ou pas, plus de liberté aux patients.

Une réalité plus sombre

L'hôpital montre un excédent financier. Cela n'est pas dû à une meilleure gestion, mais à un manque de personnel dans tous les domaines. Il manque en effet du monde dans toutes les catégories de personnel et même avec des effectifs au complet, cela ne mettrait pas fin aux listes d'attente dans les pavillons d'admissions ni à celles des CMP et des CGI.

Augmentation des franchises médicales

Le 1^{er} octobre a commencé à être appliquée l'augmentation des franchises et participations forfaitaires. Le plafond des franchises et celui des

participations forfaitaires grimpent de 50 à 70 euros. De nouvelles économies sur le dos des malades chroniques et des personnes âgées. Cette hausse de 40 % ponctionnera encore un peu plus la poche des plus fragiles et devrait rapporter environ 2,5 milliards d'euros. Un véritable impôt sur la maladie.

La peine de mort dans toute son horreur

Christa Pike, une femme de 50 ans, a survécu à deux injections létales et a été transportée à l'hôpital dans un état critique. Elle avait été condamnée à la peine capitale pour un meurtre commis en 1995. Elle était la première femme à être exécutée au Tennessee depuis 200 ans, et l'une des rares femmes condamnées à mort aux États-Unis, pays où au total 18 femmes ont été exécutées depuis le rétablissement de la peine capitale en 1976. On ne sait toujours pas si elle sera finalement graciée ou si on essayera de nouveau de lui ôter la vie au cas où elle survive.

Mais ce sinistre fait divers illustre encore une fois le caractère barbare et sanguinaire de la peine de mort, héritée d'une justice moyenâgeuse et encore appliquée à travers le monde dans une vingtaine d'États.

Flamanville : le super-réacteur en panne

EDF a annoncé que l'EPR a été mis à l'arrêt pour un an, moins de deux ans après son raccordement au réseau électrique et dix mois seulement après avoir officiellement atteint sa pleine puissance. Ce réacteur, supposé être un « fleuron » de la technologie tricolore, a collectionné les déboires depuis son lancement. Sa construction avait pris 12 ans retard, son coût était passé de 3,2 à 13,2 milliards d'euros et il avait enregistré des avaries en cascade. Cette fois, c'est le couvercle de la cuve du réacteur qui devra être remplacé pour un coût de plusieurs dizaines de millions d'euros. Ce qui n'empêche pas EDF ni les pouvoirs publics de continuer d'affirmer que la technologie nucléaire est parfaitement maîtrisée.

Ils ne manquent pas d'humour...

L'inflation atteint un nouveau record

La hausse des prix s'est encore accélérée en septembre, atteignant 3 % sur un an contre 2,4 % en août. Cette nouvelle hausse de l'inflation s'explique par l'accélération du prix de l'énergie (+21,2 %) et des produits frais (+9,9 %). Dans le même temps, Lecornu confirme que le prochain budget prévoira un gel partiel ou total de l'indexation des retraites et que le point d'indice des fonctionnaires restera gelé. Le seul moyen pour les classes populaires de sortir la tête de l'eau est d'imposer l'échelle mobile, c'est-à-dire l'indexation automatique des salaires, pensions et prestations sociales diverses sur l'inflation.